



Le Fonds de Consolidation de la Paix du Secrétaire Général

Tchad



PEACEBUILDING
FUND

NOVEMBRE 2021

TOTAL
APPROUVÉ  **US\$37.75M**
since inception

PORTFEUILLE
ACTUEL  **US\$24.5M**

Focus thématique

-  Prévenir l'extrémisme violent
-  Renforcer la gouvernance locale et la cohésion sociale
-  Atténuer les conflits relatifs aux ressources naturelles et la transhumance
-  Autonomisation des femmes et des jeunes
-  Transition pacifique et inclusive

Partenaires



unicef



UNHCR
The UN Refugee Agency



WFP
World Food Programme



UNODC
United Nations Office on Drugs and Crime



LES DÉFIS DE LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

Le Tchad doit faire face à de multiples défis communs à la région du Sahel et du bassin du lac : l'extrémisme violent de « Boko Haram » ; les conflits interethniques et intergénérationnels ; les conflits liés aux ressources naturelles, y compris l'accès à la terre et à l'eau, qui peuvent découler de la transhumance et des relations éleveurs-agriculteurs et qui sont exacerbés par le changement climatique ; et la gestion des frontières au grief des trafics et des flux migratoires. Ces défis exacerbent la crise humanitaire prolongée avec plus de 7,5 millions de personnes, soit la moitié de la population tchadienne, en vulnérabilité aiguë ou chronique. La pandémie de Covid-19 risque d'aggraver les conflits en exacerbant les griefs existants et en affaiblissant la légitimité de l'État et des institutions de l'État de droit.

Le Secrétaire général a accordé l'éligibilité au PBF au Tchad en 2017, suite à une demande du gouvernement tchadien demandant un soutien à la bonne gouvernance, au renforcement de l'état de droit, au renforcement des relations entre les acteurs étatiques et non étatiques et au renforcement de la résilience des communautés vulnérables, en avec les stratégies et plans nationaux du Tchad.

En avril 2021, l'incursion des rebelles tchadiens basés hors de la Libye (FACT) après l'élection présidentielle, causant la mort du président Idriss Deby Itno, s'est traduite par la prise de pouvoir d'un Conseil militaire de transition (CMT) et la nomination subséquente d'un gouvernement de transition civil avec un délai imparti de transition de 18 mois.

PBF EN ACTION

En réponse à la demande du Gouvernement, le portefeuille croissant du Fonds, actuellement de 24,5 millions de dollars, permet à dix agences des Nations Unies d'appuyer les efforts déployés par le Gouvernement pour s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité grâce à des initiatives novatrices de consolidation de la paix et à des réponses programmatiques intégrées rassemblant les acteurs de la consolidation de la paix, du développement et de l'aide humanitaire dans les régions éloignées du pays et des zones transfrontalières et en étroite collaboration avec UNOWAS et UNOCA. L'engagement du PBF comble une lacune critique pleinement conforme au Plan d'appui des Nations Unies pour le Sahel et au « Plan d'investissement prioritaire » du G-5, qui mettent l'accent sur la nécessité d'approches intégrées et régionales qui traitent des problèmes structurels rendant la région vulnérable aux conflits. Le PBF promeut des approches inclusives pour renforcer la résilience au changement climatique et une meilleure gestion de la transhumance, le renforcement de la gouvernance locale dans le contexte d'une migration accrue, la création de mécanismes d'alerte précoce pour prévenir les conflits et l'extrémisme violent et la participation des femmes et des jeunes à processus de prise de décision. En établissant de nouveaux mécanismes de résolution des conflits et en renforçant les mécanismes existants à travers le pays, le Fonds vise à réduire le nombre de conflits communautaires et contribue à la cohésion sociale.

Dans le contexte de la pandémie de Covid-19, le PBF a rapidement ajusté son portefeuille pour intégrer des éléments de sensibilisation sur les symptômes, les risques et les mesures de protection contre la Covid-19 ainsi que la prévention de la propagation de potentielles rumeurs autour de la maladie. Le point focal du ministère de l'Économie et de la Planification du développement a salué les ajustements comme "une bonne initiative à l'époque de la pandémie de COVID-19 (quand) tous les secteurs ont donné la priorité à la sensibilisation pour contenir la maladie".

Par le biais de sa Facilité pour l'action humanitaire, le développement et la consolidation de la paix et les partenariats (Facilité HDPP), le Fonds favorise également un meilleur alignement



et une plus grande cohérence le long du triple lien, en augmentant l'engagement avec les institutions financières internationales sur les analyses et les opérations, à l'appui des priorités nationales de prévention.

À l'appui de la transition en cours et conformément à la feuille de route du gouvernement de transition, le Fonds soutiendra les points d'entrée prioritaires stratégiques sur le dialogue national, la réconciliation, la transition de stabilisation et la consolidation de la paix, en mettant l'accent sur l'inclusion et les droits de l'homme.

IMPACT DE PBF

Niveau national

Le Fonds soutient l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action nationaux sur les résolutions 1325 et 2250 du Conseil de sécurité. Ces investissements mettent les femmes et les jeunes en tant qu'acteurs essentiels de la consolidation de la paix dans la société tchadienne. À titre d'exemple, 90 dirigeants locaux, dont 30 femmes, ont sensibilisé les communautés au contenu de ces plans à travers 27 émissions radiophoniques et près de 3 700 jeunes ont participé à des formations sur le plaidoyer, le leadership et la communication stratégique. 3 bureaux juridiques, pleinement reconnus par les autorités judiciaires, ont été ouverts et sont désormais opérationnels à N'Djamena, Lac et Mondou pour alerter, prévenir et résoudre pacifiquement les conflits intercommunautaires. Le Fonds, grâce à une initiative de promotion de la jeunesse, a également soutenu l'élaboration de la Charte de confiance intra et intergénérationnelle actuellement

dans le département de Nya Pendé et Barh Sara (sud) pour la prévention et la gestion des conflits au niveau communautaire. Par ailleurs, le Fonds soutient la mise en place d'un Observatoire national pour la promotion de l'égalité et de l'équité, conformément aux exigences de la Politique nationale de genre adoptée en 2017.

Dans les provinces des Lacs et de Hadjer Lamis, une région particulièrement touchée par les effets du changement climatique, la pression sur les ressources naturelles a augmenté de façon significative, le Fonds a soutenu la création de groupes mixtes pour le dialogue et la prévention des conflits autour de la gestion des ressources naturelles entre les autorités, les réfugiés, les déplacés internes, les rapatriés et les communautés d'accueil. Il contribue également à une plus grande liberté de mouvement des communautés dans les zones sécurisées et résilience grâce à un soutien aux moyens de subsistance alternatifs et à un soutien à la reforestation. Des négociations fructueuses entre différents chefs de village et les autorités ont abouti à un accord sur la gestion des zones de pêche et à des échanges réguliers sur la gestion des ressources entre les communautés. Par ailleurs, grâce à une initiative de promotion du genre, une étude sur le modus operandi de Boko Haram, avec une attention particulière une attention particulière aux questions de genre et des recommandations pour la prévention du recrutement.

Dans le Nord et le Centre du Tchad, le Fonds a pour objectif de permettre le dialogue entre les jeunes et le gouvernement et à promouvoir des opportunités économiques durables, tout en sensibilisant les jeunes, notamment la traite des êtres humains, le travail forcé et le recrutement par des groupes armés. Avec la finalisation des profils de localités, des informations importantes ont été recueillies sur la situation dans les 14 localités les plus touchées par la migration des jeunes, qui serviront de base pour revitaliser les échanges entre les jeunes et les autorités locales.

Dans l'Est du Tchad, (provinces de Wadi Fira et d'Ennedi Est), au moins 126 conflits entre éleveurs et agriculteurs et hôtes ont été signalés autour des ressources naturelles et ont pu être réglés par les structures de comités mixtes, notamment par la gestion conjointe des ressources naturelles. Les étangs pastoraux et les zones de pâturage dans les différentes localités ont permis de réduire les déplacements du bétail à travers les champs avant la récolte à la recherche d'eau et de pâturage, et ont atténué les conflits liés à ces déplacements.

Niveau transfrontalier/régional

Dans le cadre de l'initiative transfrontalière Tchad-RCA terminée en 2020, le dialogue institutionnel entre les deux pays sur la transhumance a repris en 2019 pour la première fois depuis 2012. En outre, une carte détaillée des infrastructures pastorales et des activités de transhumance transfrontalière a été finalisée comme une étape importante vers des mécanismes consultatifs. En conséquence, sept contrats sociaux ont été élaborés au niveau local impliquant 132 agriculteurs et éleveurs pour construire et renforcer des systèmes de gestion communautaire des ressources agro-pastorales et des mouvements de transhumance. Sur la base du succès le long de la frontière Tchad-Niger, la démarcation de 150 kilomètres le long de trois axes de transhumance devrait également réduire les conflits dans cette région agitée.

L'initiative transfrontalière Tchad-Niger, terminée en 2020, sur le pastoralisme résilient a développé une cartographie des ressources pastorales, une typologie des conflits et des acteurs engagés dans la prévention et la gestion des conflits pour la région de Diffa-Kanem. Un pacte social a été signé par la communauté pour la gestion conjointe d'un point d'eau pastoral, ce qui a réduit les conflits sur son utilisation. Comme l'a observé le chef de la délégation provinciale de l'élevage au Tchad : « Depuis la mise en œuvre du projet PBF dans la province du Kanem, les communautés d'éleveurs et d'agro-éleveurs se sont acceptées et il n'y a plus de conflits violents dans cette province par rapport aux autres provinces. Les éleveurs du côté Kanem et Diffa s'acceptent et promettent de faciliter leur déplacement et vice versa et cela améliorera les échanges et les liens entre les deux communautés. Dans les zones couvertes par l'initiative, les conflits liés à la transhumance ont diminué de plus de 50 %. Pour accélérer la réalisation de l'égalité et l'autonomisation des femmes au sein des communautés, le projet a initié des journées de plaidoyer pour les femmes leaders et membres des cadres de concertation pour la implication effective des femmes dans les organes de décision. En outre, l'initiative a fourni des opportunités économiques à plus de 1 800 personnes vulnérables, dont 50 et des femmes, et récupéré 134 hectares de terres qui soutiennent désormais la culture et le pâturage.

Le projet transfrontalier Tchad-Cameroun a contribué à accroître le dialogue et les mesures de confiance entre les forces de défense et les communautés locales dans chaque pays et à renforcer la collaboration transfrontalière résultant en des mécanismes d'alerte précoce et en prévenant l'extrémisme violent. Il a ainsi contribué directement à la mise en œuvre de la résolution 2349 (2017) du Conseil de sécurité de l'ONU sur le bassin du lac Tchad.

Dans le cadre d'un projet régional entre le Gabon, le Cameroun et le Tchad, 650 jeunes tchadiens ont été identifiés pour intégrer un réseau régional d'artisans de la paix. Le réseau permettra de prévenir l'instabilité liée notamment aux trafics illicites et d'éviter le recrutement de jeunes par des groupes armés et les réseaux de criminalité organisée. Le réseau régional de jeunes pacificateurs renforcera les mécanismes communautaires de mécanismes communautaires de prévention et de résolution des conflits et de prévenir les flux illicites entre le Tchad et le Cameroun. Une série de formations sur le mécanisme d'alerte précoce de la CEEAC en Afrique centrale (MARAC) a déjà commencé et se poursuivra pour équiper le réseau de jeunes en matière de prévention des conflits, de la violence, du trafic de faune et de flore et de ressources naturelles.